

# Épargne-Crédit

## En Martinique, l'activité bancaire demeure bien orientée en 2017

En 2017, dans un contexte de taux d'intérêt toujours faibles, les établissements de crédit continuent de développer leur activité de financement de l'économie. L'activité de collecte reste dynamique, principalement s'agissant des dépôts à vue, mais également, dans une moindre mesure, de l'épargne longue.

Evie Coyan, Iedom

### Une activité de financement en hausse

L'encours sain de crédits affiche une nouvelle progression de 3,3 % sur un an, après +2,9 % l'année précédente. Il s'établit à 9,1 milliards d'euros, essentiellement soutenu par les ménages et les entreprises, ces deux catégories de clientèle demeurant les premiers bénéficiaires du financement bancaire (avec respectivement 40,9 % et 40,2 % de l'encours sain).

À 3,7 milliards d'euros, les crédits aux ménages enregistrent une hausse de 4,8 %, contre 3,4 % en 2016. En effet, les crédits à l'habitat, première composante de l'encours, gagnent en dynamisme par rapport à l'année précédente (+3,7 %, après +2,3 %). Pour autant, le taux de croissance des crédits à l'habitat reste en deçà des niveaux atteints avant 2016 (notamment +5,6 % en 2015). Les crédits à la consommation, repartis à la hausse depuis 2015, sont particulièrement bien orientés (+7,3 %, après +6,6 % en 2016).

L'encours de crédits des entreprises progresse de 4,4 % et approche les 3,7 milliards d'euros. Cette augmentation s'avère néanmoins inférieure à celle observée l'année précédente (+5,0 %) et est liée aux performances moindres des crédits immobiliers et des crédits d'investissement. S'agissant de ces derniers, si la tendance reste favorable, le rythme de progression continue de fléchir (+6,5 % en 2017, contre +8,8 % en 2016 et +13,1 % en 2015). Les crédits immobiliers, qui affichaient une hausse de 2,0 % l'année précédente, accusent un léger retrait en 2017 (-0,6 %). À l'inverse, les crédits d'exploitation, stables

en 2016, augmentent de façon significative (+7,8 %, après -0,1 %). Ce sont les comptes ordinaires débiteurs, c'est-à-dire les découverts, qui enregistrent cette hausse, et non les crédits de trésorerie. En dépit de ces évolutions, l'investissement reste la première source d'endettement des entreprises, loin devant les crédits immobiliers et les crédits d'exploitation.

Les collectivités locales constituent la seule catégorie de clientèle présentant un encours de crédits en repli, pour la deuxième année consécutive (-3,4 %, après -1,6 %). L'encours atteint ainsi 1,2 milliard d'euros. Les crédits d'investissement reculent de 4,3 %, quand les crédits d'exploitation augmentent de 55,7 %. Ces derniers demeurent, néanmoins, négligeables dans l'encours des collectivités.

### Des créances douteuses qui progressent

L'encours douteux (*définitions*) s'élève à 617 millions d'euros en 2017, après 563 millions l'année précédente (+9,5 %). La proportion de ces créances douteuses, dans l'ensemble des crédits consentis, s'établit à 6,3 %, également en hausse (+0,3 point), allant ainsi à l'encontre de la tendance baissière observée depuis plusieurs années. Pour sa part, le taux de provisionnement (*définitions*) se contracte à 47,3 % (-3,3 points).

### Une collecte bien orientée

Le montant des actifs financiers de la place croît en 2017 et atteint 8,0 milliards. Cette augmentation, progressive et continue depuis plusieurs années, s'avère

particulièrement marquée cette année (+7,0 % sur un an). Elle se rapporte aux changements de comptabilisation (*définitions*) opérés par un établissement de crédit. En neutralisant cette opération, la hausse des actifs atteint 2,5 % (après +3,6 % en 2016).

Cette année encore, compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêt, les dépôts à vue augmentent fortement, au détriment des placements liquides ou à court terme. Ainsi, les dépôts à vue représentent désormais 42,0 % des actifs, avec 3,3 milliards d'euros. De plus, la progression des dépôts à vue s'avère particulièrement marquée (+21,1 % sur un an) et correspond également aux changements de comptabilisation. En neutralisant cette opération, la hausse des dépôts à vue atteint 9 %.

Les placements liquides ou à court terme se replient de 5,5 %, après -4,1 % en 2016. En particulier, les placements indexés sur les taux de marché (les comptes à terme, par exemple) reculent de 19,7 % sur un an. En revanche, les comptes d'épargne réglementée résistent, affichant même un léger sursaut (+0,5 %, après -0,3 %). Les évolutions sont contrastées dans le détail, avec notamment un dynamisme notable des livrets A/bleus (+5,7 %) et des livrets de développement durable (+3,7 %), mais un retrait des livrets ordinaires (-5,1 %) et des livrets d'épargne populaire (-3,9 %).

L'épargne à long terme continue de progresser à un rythme modéré (+2,4 %, après +2,8 %), soutenue par les contrats d'assurance-vie (+4,7 %). ■

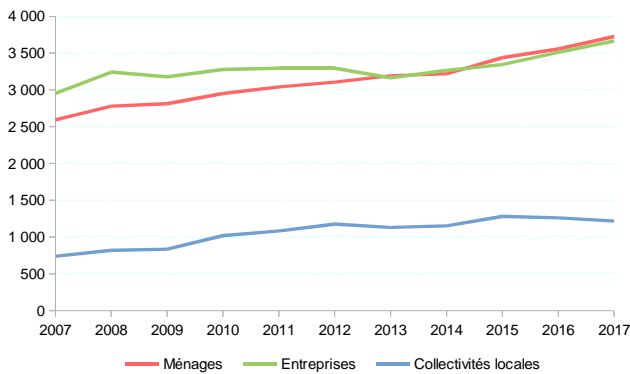
## 1 Chiffres clés

	Valeur 2017 (en milliards d'euros)	Évolution 2017/2016 (en %)
Crédits sains	9,1	3,3
Dont ménages	3,7	4,8
Dont entreprises	3,7	4,4
Dont collectivités	1,2	-3,4
Crédits douteux	0,6	9,5
Actifs financiers	8,0	7,0
Dont dépôts à vue	3,3	21,1
Dont placements liquides ou à court terme	2,1	-5,5
Dont épargne à long terme	2,5	2,4

Source : IEDOM - Surfii.

## 2 Le financement des ménages et des entreprises continue de progresser

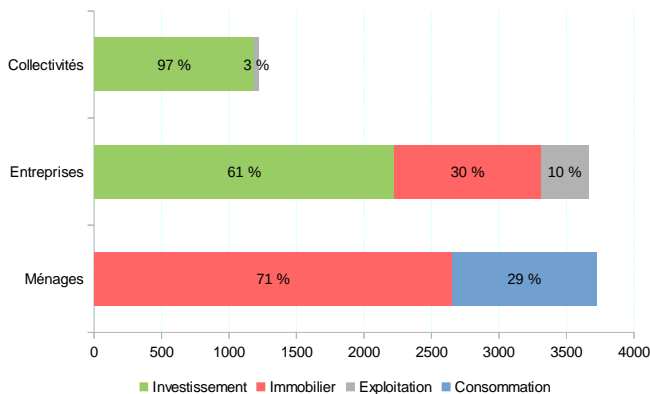
Évolution des encours sains de crédits (en million d'euros)



Source : IEDOM - Surfii.

## 3 Les crédits à moyen long terme sont prépondérants

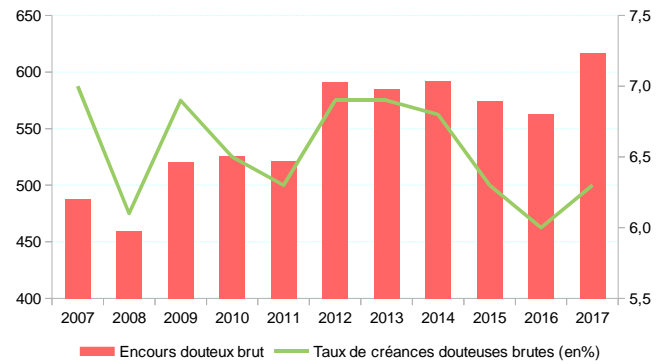
Répartition des crédits par nature au 31/12/2016 (en million d'euros et %)



Source : IEDOM - Surfii.

## 4 L'encours douteux repart à la hausse

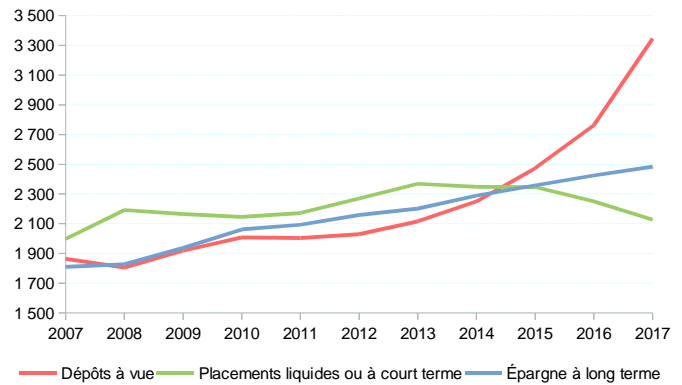
Évolution des créances douteuses brutes (en million d'euros)



Source : IEDOM - Surfii.

## 5 La hausse des actifs financiers reste particulièrement soutenue par les dépôts à vue

Évolution des actifs financiers (en million d'euros)



Source : IEDOM - Surfii.